

# TL H2 SOCIALISME, COMMUNISME ET SYNDICALISME en Allemagne DEPUIS 1875

## Orientations pour le baccalauréat

Les sujets de composition suivants sont envisageables :

- Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne entre 1875 et la Seconde Guerre mondiale ;
- Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne des lendemains de la Seconde Guerre mondiale à nos jours.

▣ L'étude critique d'un ou de deux documents (textes, images, cartes...) peut être demandée à l'examen.

## Introduction

La connaissance de l'histoire des opinions, des idéologies et des croyances religieuses est indispensable pour comprendre les enjeux du monde contemporain. Les religions structurent depuis longtemps les sociétés occidentales mais la fin du XIX<sup>e</sup>s est marquée par l'affirmation conjointe du **poids de l'opinion publique** (essor de la presse) et **des idéologies** (socialisme) nées de l'industrialisation.

### 1875 ?

- Empire allemand (Reich) proclamé 4 ans auparavant autour de la Prusse dont le dirigeant devient l'empereur Guillaume Ier L'instigateur de l'allégeance de tous les états allemands à la Prusse est Otto Von Bismarck, chancelier d'empire, l'homme fort du pays.
- Grâce à son unification, l'Allemagne devient progressivement la 1<sup>ère</sup> puissance industrielle européenne (révolution industrielle, débutée après 1850) Comme ds tous les autres pays européens cette industrialisation s'accompagne d'un fort exode rural : augmentation des effectifs des ouvriers 4M en 1882 → 8.5M en 1910
- prolétariat dont les conditions de vie et de travail sont extrêmement pénibles.

C'est ds ce contexte que de nombreux théoriciens réfléchissent aux moyens d'améliorer les conditions des ouvriers.

Parmi ces théoriciens, Karl MARX élabore sa doctrine, le marxisme, dont s'inspirent tous ceux qui se réclament du socialisme = idéologie nouvelle qui s'articule notamment autour des idées de lutte des classes et de révolution.

En Allemagne, le socialisme, organisé autour d'un puissant parti et d'un syndicalisme de masse, devient une force politique et sociale majeure. Au cours du XX<sup>e</sup>s, le mouvement ouvrier allemand est partagé entre deux stratégies : l'action révolutionnaire par les grèves (communisme) ou la participation à la vie politique par le vote afin d'améliorer concrètement les cdt<sup>o</sup> de vie (socialisme)

## Problématique : Comment évoluent le socialisme et le mouvement ouvrier allemand depuis 1875 ?

*OU Comment socialisme, communisme et syndicalisme ont-ils évolué dans une Allemagne qui a connu de grands changements politiques de 1875 à 2013 ?*

## **Définitions :**

**Socialisme** : ensemble de doctrines nées vers 1830 qui critiquent la société issue de la révolution industrielle et ses inégalités et vise à la rendre plus juste, soit par l'action révolutionnaire, soit par des réformes. Le terme s'applique, à partir de la révolution russe de 1917, aux partis réformistes par opposition aux partis révolutionnaires qualifiés de communistes.

**Communisme** : le mot signifiait chez Marx la phase ultime du socialisme, cad une société sans classes sociales, sans Etat et sans propriété privée où prévaudrait l'égalité. Il désigne ensuite l'idéologie politique qui cherche à instaurer cette société par la révolution, se rattachant à la pensée de Marx et Engels, mais aussi de Lénine.

**Syndicalisme** : mouvement ayant pour objet de regrouper les travailleurs exerçant une même profession en vue de la défense de leurs intérêts communs.

**Social-démocratie** : courant politique incarné en Allemagne par le SPD qui représente la tendance réformiste par opposition au parti communiste révolutionnaire : KPD à partir de 1918, SED à partir de 1946.

**Mouvement ouvrier** : les syndicats et les partis politiques socialistes forment tous ensemble le mouvement ouvrier. Cette expression désigne l'ensemble des institutions où se retrouvent les travailleurs pour obtenir une amélioration de leur quotidien et une émancipation politique, économique et sociale.

**Idéologie** : le mot signifie « discours sur les idées » et désigne un ensemble plus ou moins cohérent d'idées, de croyances ou de doctrines, qu'elles soient politiques, philosophiques, religieuses, économiques ou sociales propres, à une époque, à une société ou à un groupe social et dont il oriente l'action.

## **I: NAISSANCE ET AFFIRMATION DU SOCIALISME 1875-1914 :**

### **A: Les débuts d'une organisation du mouvement ouvrier**

#### **Lutte des classes : l'influence décisive de MARX et ENGELS**

L'industrialisation de l'Europe engendre la naissance et la croissance d'un nouveau groupe social, les ouvriers d'usine. Dans de nombreux pays certains commencent à poser la question sociale cad les difficultés du quotidien de cette nouvelle classe ouvrière : salaires bas, longues journées de travail, travail des enfants, mauvaises conditions de vie... Apparaissent alors les idéologies socialistes, dénonçant les inégalités engendrées par la nouvelle société industrielle et se proposant d'y remédier en construisant une société égalitaire.

**Les philosophes allemands Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895)** s'affirment alors comme les maîtres à penser du socialisme européen.

**Publient en 1848 le *Manifeste du PC*** : décrivent la société industrielle et analysent son fonctionnement. D'après eux, cette société fonctionne à partir de la lutte des classes, 2 classes antagonistes, bourgeoisie et prolétariat. Dénoncent l'exploitation de la classe prolétaire par la bourgeoisie.

Le prolétariat doit se regrouper dans un parti pour renverser l'ordre économique et social bourgeois par une révolution et édifier ensuite une société idéale, égalitaire (la société communiste).

**Sur le plan politique, le mouvement ouvrier s'organise à travers plusieurs partis politiques**  
L'industrialisation et l'urbanisation rapides de l'Allemagne ont entraîné le développement d'une classe ouvrière nombreuse : les industries minières, sidérurgiques ou chimiques emploient un nombre croissant d'ouvriers (4 millions en 1882, 8,5 millions en 1907) dans le cadre de grandes entreprises comme Krupp, Siemens ou Thyssen. Dès les années 1830, la question sociale est posée par les libéraux qui ont mis en place les premières caisses d'assurance et les « associations pour la formation des travailleurs » (*Arbeiterbildungsvereine*), retirant ainsi l'action sociale de la sphère de la charité chrétienne. Leur objectif est d'améliorer les conditions matérielles des classes populaires, tout en respectant la hiérarchie sociale existante. Dès 1871, des syndicats se forment en Saxe et sont attirés par les théories socialistes.

**Ferdinand Lassalle (1825-1864) est l'un des pionniers du socialisme allemand.** Il s'écarte de Marx et Engels, car selon lui, la libération de la classe ouvrière doit être obtenue grâce au SU qui permet de faire pacifiquement la conquête de l'État. **Il fonde en 1863 l'Union générale allemande des ouvriers (ADAV = Allgemeiner deutscher Arbeiterverein), 1<sup>o</sup> parti social-démocrate allemand.**

**Plus tardivement August Bebel et Wilhelm Liebknecht rejettent les idées de Lassalle**  
Influencés par le marxisme, ils entendent conquérir le pouvoir par la force et changer la société par une révolution. Ils se dotent d'un programme en 1868 et fondent en 1869 à Eisenach, le **Parti social-démocrate des ouvriers (SDAP).**

Cette division des socialistes entre branche réformiste et branche révolutionnaire affaiblit le mouvement ouvrier.

### **L'union des socialistes**

Aussi, sous l'influence de Liebknecht, les deux partis fusionnent, en 1875, lors du **congrès de Gotha pour former le Parti Socialiste des Travailleurs (SAPD ou SAP : Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands).** Son programme constitue une synthèse difficile des doctrines de l'ADAV et du SDAP : il prône la révolution mais renonce à l'expropriation des moyens de production du capital et accepte de participer à la vie politique, en demandant des réformes sociales. Ce compromis permet un rapide succès auprès des travailleurs malgré les critiques sévères venant des marxistes.

Dans le domaine du travail, les deux courants politiques tentent d'organiser des syndicats destinés à améliorer la vie des travailleurs. Par exemple, en 1868, l'ADAV fonde la Ligue des Syndicats Allemands

(ADG : *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund*). Après 1875, des « syndicats libres », liés au SAP et dirigés par des membres du SAP, se développent par branche d'activités, en particulier dans la métallurgie, l'imprimerie et les mines.

Là encore, l'idéologie des syndicats est révolutionnaire mais la pratique est réformiste : ces syndicats préfèrent la négociation avec le patronat et ne recourent à la grève qu'en dernier recours. D'autres syndicats non socialistes sont fondés comme des syndicats chrétiens ou des syndicats. Mais, ces syndicats sont moins puissants que les syndicats socialistes.

*C'est donc en Allemagne qu'est fondé le premier grand parti socialiste. Celui-ci cherche à faire la synthèse entre les courants révolutionnaire et réformiste du socialisme en s'accordant sur la nécessité de défendre les intérêts des travailleurs face à un régime politique autoritaire, l'empire.*

## **B: L'opposition du pouvoir et l'essor du parti social-démocrate**

Depuis 1871, l'Allemagne est un État unifié sous la conduite de l'empereur Guillaume I<sup>o</sup> et de son chancelier Otto Von Bismarck. Les socialistes, nombreux et organisés apparaissent vite comme une menace révolutionnaire pour Bismarck (4<sup>e</sup> force politique aux élections de 1877 au Reichstag) ; opposition à la guerre franco-prussienne de 1870-1871.

### **Lois antisocialistes, oct 1878**

Interdiction propagande, suppression associations et journaux et exil dirigeants.

//mt, multiplication réformes sociales pour détourner une partie de la classe ouvrière du SPD et prouver aux ouvriers que l'État peut les protéger. Apparaissent alors l'assurance maladie pour les ouvriers (1883), l'assurance contre les accidents du travail (1884) et contre l'invalidité et la vieillesse en 1889.

Mais la politique de Bismarck n'atteint pas ses objectifs. La fragile unité des socialistes obtenue en 1875 est définitivement soudée par la répression. La circulation des journaux clandestins consolide les réseaux et les pratiques militantes. Les grèves qui sont légales mais réprimées sans ménagement deviennent des moments importants de rassemblement. Elles ancrent la haine pour les ennemis de classe, cad les industriels soutenus par l'État conservateur. Les mesures sociales n'améliorent pas immédiatement le quotidien de la population ouvrière et créent une frustration relative qui profite aux socialistes.

1890, retrait de Bismarck, abolition de la Loi antisocialiste

Autorisation parti socialiste, qui prend le nom de SPD

En 1890, les socialistes remportent aux élections 19,7% des voix : 35 députés au Reichstag

### **Le programme d'Erfurt 1891 /Principaux objectifs de socialistes ?**

Le SPD définit les grandes lignes de sa politique avec le programme d'Erfurt de 1891, plus réformiste que celui du SAP, mais la thèse officielle reste le marxisme.

Cependant, de nouveau apparaissent des divisions quant à la doctrine.

#### **Deux visions opposées du socialisme**

Un courant formé autour d'Eduard Bernstein propose une révision du marxisme (réformisme). Il pense qu'il faut réviser l'idée d'une paupérisation du monde ouvrier dans le système capitaliste, paupérisation censée conduire à l'exacerbation de la lutte des classes et à l'effondrement de la société capitaliste. Il s'appuie pour cela sur le fait que le salaire des ouvriers a tendance à augmenter.

Bernstein propose d'améliorer le quotidien des prolétaires dans le cadre de la démocratie : l'État, réformé et dirigé par une bourgeoisie soucieuse du peuple, peut devenir l'instrument de l'intérêt général. La préparation de la révolution passe donc au 2<sup>o</sup> plan, il ne s'agit plus de renverser le régime politique en place mais de le transformer.

Une autre tendance, celle de Rosa Luxemburg, s'oppose fermement aux idées de Bernstein. Elle critique l'attentisme révolutionnaire, prône la grève générale en s'appuyant sur l'exemple de la Russie de 1905.

Toutefois, peu à peu, le révisionnisme devient majoritaire au sein du parti.

Cette division entre réformistes et révolutionnaires n'est pas propre à l'Allemagne, la plupart des partis socialistes européens la connaissent.

## C. Des syndicats réformistes 1890-1914

Pendant cette période, le SPD progresse, passant de 35 députés en 1890 à 110 en 1914 (soit 35% des suffrages). Des intellectuels le rejoignent, il n'est plus un parti spécifiquement ouvrier.

Parallèlement, le mouvement syndical se développe. Autorisés en 1878, les syndicats se structurent dans le sillage du SPD, notamment dans la métallurgie, l'imprimerie et chez les mineurs, activités qui sont au coeur de la puissance allemande.

Les syndicats prennent en main l'organisation matérielle des luttes. D'abord hésitants sur les formes à adopter (mutuelles, coopératives), les syndicats finissent par se structurer en 1892 en une Confédération générale des syndicats allemands (ADGB).

**Essor considérable. 278 000 adhérents en 1892 et atteint 2,5 millions en 1913, soit 36% des salariés de l'industrie.** Cette organisation entreprend de défendre et d'encadrer la classe ouvrière. Des grèves sont organisées comme celle des mineurs en 1892 et 1905 ou celle des dockers en 1896, donnant une direction nationale à des luttes jusqu'alors localisées.

Grâce aux cotisations perçues, l'ADGB met à la disposition des syndiqués bibliothèques, dispensaires, centres aérés, lieux de loisirs. Dirigée par Karl Legien, elle est idéologiquement proche du SPD dont elle soutient l'action.

Le mouvement ouvrier allemand est alors le plus puissant d'Europe.

Autour de ce noyau parti syndicats gravitent des institutions variées. Les coopératives de consommation permettent aux ouvriers de s'approvisionner à moindre coût en dehors des circuits commerciaux classiques. En 1911, 1200 coopératives regroupent 1,3 million de membres. La social-démocratie a aussi ses écoles, ses institutions culturelles : chorales, théâtres, bibliothèques... La période est d'ailleurs marquée par l'essor du mouvement culturel et sportif socialiste. Les chorales, groupes de théâtre et fanfares se multiplient, s'appuyant sur la formule de Liebknecht : « Le savoir, c'est le pouvoir » qui devient proverbiale. Les activités sportives (gymnastique, cyclisme, natation...) sont également au coeur du socialisme. Le sport est perçu comme une façon de conjurer la mauvaise condition physique des travailleurs soumis aux cadences des usines capitalistes. Le parti est perçu comme le laboratoire d'une vie nouvelle où la dignité de chacun est respectée.

A la veille de la 1<sup>o</sup>GM, le SPD n'est plus le parti révolutionnaire de ses débuts. Ainsi, à l'été 1914, les socialistes renoncent à la grève générale et acceptent l'Union sacrée. Le SPD vote à l'unanimité les crédits de guerre. La majorité des socialistes est convaincue de la nécessité de défendre la nation allemande contre le tsarisme et approuve la politique extérieure de Guillaume II. Ils espèrent aussi, en soutenant l'effort de guerre, obtenir plus de droits pour les travailleurs.

## **II : DE LA DIVISION A L'INTERDICTION DU MOUVEMENT OUVRIER 1914- 1945**

### **A: les socialistes allemands à l'épreuve, et divisés 1914-1919**

Les débuts de la Première Guerre mondiale avivent les tensions au sein du SPD. Dans un premier temps, le SPD appelle au pacifisme et menace d'une grève générale pour empêcher la guerre. Mais, par patriotisme, il renonce à la grève générale, demandée par l'Internationale ouvrière, et accepte de rejoindre l'Union sacrée (Burgfrieden) proposée par le kaiser Guillaume II. Le SPD soutient l'effort de guerre pour protéger le socialisme du tsarisme et ainsi obtenir plus de droits pour les travailleurs après la victoire.

Les syndicats s'imposent comme des partenaires économiques indispensables au sein de la nouvelle économie de guerre rationalisée et encadrée par l'État. Les autorités comptent sur eux pour contrôler la main-d'oeuvre et assurer le bon déroulement de la production.

Néanmoins, la « trêve » résiste mal à la durée du conflit, à l'épreuve du blocus et du rationnement. La situation matérielle des couches populaires se dégrade relativement plus que celle des autres couches sociales. Protestations et manifestations apparaissent dès 1915. En janvier 1917, le SPD exclut des militants qui fondent l'USPD (Parti social-démocrate indépendant), proclamant que la guerre se fait au profit de quelques uns.

Si le SPD reste fidèle à l'Union sacrée, il souhaite tout de même que le gouvernement s'oriente vers une paix honorable, « sans annexion ni indemnités ». C'est le sens d'une motion votée au Reichstag en juillet 1917.

La situation militaire désastreuse et la misère entraînent une vague d'insurrections révolutionnaires. Le 28 octobre 1918, les marins de Kiel se soulèvent ; le 7 novembre, le socialiste Eisner proclame en Bavière une « République libre » ; le 9 novembre, à l'annonce de l'abdication de Guillaume II, les ouvriers et les soldats s'emparent de Berlin.

Les uns souhaitent mettre en place un régime sur le modèle russe des bolcheviques, alors que le SPD et les élites traditionnelles souhaitent une démocratie parlementaire.

Finalement, la République est proclamée et Ebert (SPD) devient chancelier. Les sociaux-démocrates alors au pouvoir, se trouvent dans la position de défenseurs de l'ordre établi face à l'agitation révolutionnaire.

Certains socialistes révolutionnaires, admirateurs de la révolution bolchevique en Russie, prennent le nom de spartakistes (nom venant de Spartacus qui avait soulevé de nombreux esclaves contre Rome) et fondent en décembre 1918 le KPD (parti communiste allemand).

A leur tête se trouvent Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Ces spartakistes ont pour objectif d'instaurer une République socialiste qui s'inspire du régime bolchevique russe.

A Berlin, Ebert fait rétablir l'ordre par l'armée lors de la « semaine sanglante » (5-13 janvier 1919). 1 200 morts, dont les leaders, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (assassinés). Cette répression provoque une division durable au sein du mouvement ouvrier, car une partie de la classe ouvrière se radicalise alors et rejoint le KPD (300 000 adhérents en 1920) en opposition frontale avec le SPD.

Le 19 janvier 1919 est élue une assemblée constituante dominée par le SPD (37,9% des voix) et, le 11 février 1919, elle confie la présidence à Ebert. La nouvelle République mène une

politique socialiste comme le montre la Constitution, adoptée le 31 juillet 1919, qui intègre le syndicalisme = rep de Weimar

## **B: Socialistes et communistes dans l'Allemagne de Weimar (1919-1933)**

La République de Weimar est une démocratie parlementaire dominée dans ses 1<sup>o</sup> années par une coalition de 3 partis : les catholiques du Zentrum , les libéraux et les sociaux-démocrates.

C'est donc un régime de compromis.

Mais elle doit aussi faire face à une opposition frontale menée à droite par des partis nationalistes et autoritaires et à gauche par le KPD, adhérent au Komintern

(*Internationale communiste fondée en mars 1919 qui vise à regrouper tous les partis communistes pour permettre une extension du communisme*), tous rejetant la constitution.

En février 1919, le social-démocrate Ebert est élu président de la République.

Mais la position de SPD s'avère très fragile. Les quelques acquis sociaux votés à la fin de la guerre ont été concédés pour contrer ce qui est perçu comme une anarchie révolutionnaire.

Ainsi, le contexte insurrectionnel de 1918 a amené le chef du patronat à signer un accord avec les syndicalistes le 15 novembre.

### **Quelles sont les grandes améliorations des conditions de travail obtenues par les ouvriers ?**

En échange d'importantes concessions patronales, dont la journée de travail de 8h, des conventions collectives, les syndicats s'engagent à ne pas soutenir la révolution. Les syndicats sont considérés comme les représentants des travailleurs et ont acquis un réel pouvoir de négociation.

La constitution d'août 1919 élargit les prérogatives de l'État social. Le SPD commence à parler de cogestion et de démocratie économique. Mais les désillusions sont rapides. La loi des 8h est, dans la pratique, remise en cause dès que le climat politique s'apaise. Le patronat a peu de considération pour la cogestion.

En juin 1927, alors que l'Allemagne compte 1 million de chômeurs, le régime crée une assurance chômage. De nombreux logements sont par ailleurs construits pour les ouvriers.

La crise économique de la fin des années 1920 ravage l'Allemagne à partir de 1930. La production industrielle baisse de 19%, le chômage touche 6 millions de personnes. Le gouvernement bloque les prix et les salaires, l'inflation explose. La montée du chômage déstabilise le régime. Les partis extrémistes hostiles à la République (KPD et NSDAP) progressent nettement aux élections de 1930.

Le KPD, suivant les conseils du Komintern, refuse de s'allier au SPD. Il considère que le SPD défend le capitalisme et ne vaut pas mieux que le nazisme. En 1928, le Komintern fait de la lutte contre la social-démocratie l'objectif prioritaire des communistes et le SPD est qualifié de parti « social-fasciste ». Le 1<sup>o</sup> mai 1929, le préfet de police socialiste de Berlin interdit le défilé ouvrier du KPD et la police réprime durement les émeutes qui suivent. En 1931, le KPD refuse de former un front républicain contre le NSDAP même si, dans la rue, les militants communistes s'opposent violemment aux nazis.

Les dirigeants du KPD pensent en effet que les excès des nazis pourraient provoquer une révolution et la prise de pouvoir par le prolétariat.

L'absence d'unité du mouvement ouvrier contre le nazisme est un des facteurs qui permet de comprendre la disparition de la République de Weimar avec l'arrivée de Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933.

## C: Socialistes et communistes face au nazisme 1933-1945 :

30 janv 33, Hitler nommé chancelier (Hindenburg)

27 février 1933, prétexte incendie du Reichstag → interdiction KPD + arrestations milliers de militants.

Les nazis déciment le mouvement utilisant les fichiers constitués sous la République de Weimar : sur les 300 000 membres du KPD, 60 000 sont arrêtés et 2000 exécutés dès les 1<sup>er</sup> mois de 1933.

Mais les communistes entendent continuer la lutte à découvert. A leurs yeux, l'arrivée de Hitler est la preuve de l'aggravation de la crise mondiale et de l'effondrement prochain du système capitaliste. Cependant, ils peinent à mobiliser une classe ouvrière qui reste dans l'ensemble apathique.

Le 23 mars, Hitler obtient du Reichstag les pleins pouvoirs malgré l'opposition des députés du SPD. Entre mars et juillet 1933, tous les partis sont interdits (dont le SPD) ainsi que les syndicats.

Les principaux dirigeants socialistes et communistes sont assassinés (50% !) les membres des 2 partis sont internés dans des camps de concentration (Dachau) ou doivent s'exiler. Tous les socialistes sont donc contraints à la clandestinité ou à l'exil.

Mouvement ouvrier intégré dans l'ordre nazi : dissolution des syndicats et remplacement par le « Front allemand du travail » regroupant patrons et ouvriers. A partir de janvier 1934, la grève est interdite et les conflits dans l'entreprise sont réglés par des militants nazis élus par les ouvriers sur une liste dressée par l'employeur.

Les socialistes tentent de lutter contre le nazisme dans la clandestinité notamment via la diffusion de tracts et de journaux, activités extrêmement risquées ( 70% des tracts interceptés par la Gestapo : répression violente). Des dirigeants politiques tentent de faire subsister les partis à l'étranger : le SPD crée le SOPADE (*nom de l'organisation dirigeante du SPD en exil à Prague à partir de 1933*) à Prague dès 1933. Quelques groupes devenus clandestins mènent une vaine opposition que ne peut soutenir une résistance extérieure présente à Prague, Londres ou Paris. L'antinazisme ne pouvant reposer sur un mouvement collectif, ne s'incarne qu'à travers des prises de position individuelles (pas de rapprochement KPD et SPD).

Mais le régime nazi n'a pas réussi à mobiliser le monde ouvrier à sa cause. Le Front allemand du travail ne possède pas ce qui a fait la puissance des syndicats : la défense des intérêts des ouvriers. Entre le monde ouvrier et le monde nazi s'installe une méfiance mutuelle, les nazis se satisfaisant de l'atonie des milieux ouvriers : il n'y a aucune révolte ouvrière contre le régime nazi jusqu'en mai 1945.

### III. Socialisme et communisme après 1945.

Après 45, dans le contexte de la Guerre Froide, l'Allemagne est scindée en deux Etats, RDA et RFA. Le mouvement ouvrier connaît dans chacun de ces territoires une évolution différente jusqu'à la réunification de l'Allemagne en 1990

#### A. En RFA, l'apogée de la social-démocratie.

Dans les trois zones d'occupation occidentales, le SPD et le KPD renaissent dès 1946 mais, dans le contexte de la guerre froide, ces deux partis peinent à retrouver leur importance d'avant le nazisme. Le KPD n'obtient ainsi que 2,5% des voix en 1953 et se voit même interdire en 1956 car il est considéré comme anti-démocratique. Malgré sa ré-autorisation en 1968, il reste peu influent car trop lié à la RDA.

De son côté, le SPD reste trop centré sur les ouvriers et marqué par le marxisme. Ses échecs répétés lors des élections font reculer le nombre de ses adhérents : 875 000 en 1947, 185 000 en 1955. Bien que le SPD ait participé à la rédaction de la Loi fondamentale donnant naissance à la RFA en 1949, ce sont les chrétiens-démocrates de la CDU qui assure le pouvoir. La croissance économique que connaît la RFA au cours des « Trente Glorieuses » et l'arrivée de nouvelles générations à la tête du SPD permettent une remise en cause de l'idéologie du parti.

Congrès de Bad Godesberg, 1959 : le SPD renonce au marxisme considérant que la révolution n'est plus adaptée aux réalités de la société moderne. A l'inverse, il intègre les valeurs du libéralisme : économie de marché, capitalisme, propriété privée... L'Etat doit défendre les libertés démocratiques, garantir plus de justice sociale afin d'améliorer le sort des travailleurs, selon la doctrine : « le marché autant que possible, l'intervention publique autant que nécessaire. »

Ce nouveau programme a pour objectif la mise en place d'une économie sociale de marché, reposant sur la cogestion des entreprises entre les travailleurs et les patrons. Sur le plan international, le SPD accepte l'adhésion de la RFA au bloc occidentale et à l'OTAN.

Cette réorientation politique permet au SPD d'élargir sa base politique et donc de progresser aux élections.

1966, une coalition entre la CDU et le SPD remporte les élections. Willy Brandt devient ministre des affaires étrangères, le SPD gagne alors en légitimité et est désormais perçu comme un potentiel parti de gouvernement. C'est en 1969 que Willy Brandt finit par devenir chancelier jusqu'en 1974. Ensuite, c'est Helmut Schmidt, toujours membre du SPD, qui exerce cette fonction jusqu'en 1982. Au cours de cette période, le SPD conduit des réformes importantes : extension de la cogestion aux entreprises plus de 1 000 salariés, amélioration de la protection sociale, libéralisation du droit (divorce simplifié, dépenalisation de l'homosexualité, libéralisation de l'avortement)... Cette période est perçue comme l'apogée du modèle social-démocrate.

Sur le plan international, Willy Brandt mène une politique de rapprochement avec la RDA, l'*Ostpolitik*. Mais, la crise des années 70 prive le SPD des moyens financiers pour poursuivre les réformes sociales et le chancelier Schmidt s'efforce de préserver au mieux les acquis sociaux. C'est aussi une période de remise en cause pour le SPD : ses sympathisants ont atteint un bon niveau de vie et sont donc moins motivés par les idées de partage socialites, la situation économique conduit à un réalisme économique de la part du SPD qui déçoit ses électeurs.

L'évolution du SPD vers le libéralisme provoque le développement d'une Opposition non-parlementaire (APO - *Außerparlamentarische Opposition*) bien implantée chez les étudiants. Certains de ses membres basculent vers le terrorisme d'extrême-gauche (RAF-Rote Armee Fraktion/Fraction Armée Rouge) et multiplient les actions violentes contre les symboles du capitalisme. (assassinat du président de la Deutsche Bank) Le SPD réprime durement ce terrorisme mais consacre ainsi la rupture avec une partie de la jeunesse et avec l'extrême-gauche. Le SPD perd alors le pouvoir en 1982 au profit des libéraux et des chrétiens-démocrates.

Côté syndical, en 1949, est fondée la Confédération Allemande des Syndicats (DGB - *Deutscher Gewerkschaftsbund*), proche du SPD même si elle se déclare politiquement neutre.

Syndicats organisés par branches d'activités.

Mouvement syndical particulièrement attaché au dialogue social / grève de façon exceptionnelle. Cette attitude lui permet d'obtenir la cogestion des entreprises à partir de 1952 (droit de regard sur les décisions des entreprises concernant les salariés, représentants des salariés à parité avec les représentants des actionnaires au sein des conseils de surveillance des sociétés minière et sidérurgique, tiers des sièges au sein des conseils de surveillance des sociétés par actions réservés aux salariés) ce qui constitue la base de l'économie sociale de marché mis en place en RFA et contribue largement au miracle économique allemand, *Wirtschaftswunder*.

La cogestion permet obtenir l'amélioration des conditions de travail au prix de l'abandon de l'idée de la lutte syndicale (1966, abandon de toute référence à la lutte des classes). La DGB bénéficie d'une large audience auprès des travailleurs (6,7 millions d'adhérents soit un tiers des salariés en 1970) en raison d'une offre de services importantes (coopératives de consommation, compagnies d'assurances, banques...) et d'une réelle richesse lui permettant de menacer le patronat de grèves longues.

Mais, la domination de la DGB n'est pas totale. En 1955, les syndicalistes chrétiens quittent la DGB mais conservent l'orientation réformiste. Puis, dans les années 80, la syndicalisation recule en raison de difficultés de recrutement auprès des jeunes et des femmes ainsi que du développement de la mondialisation qui affaiblit le pouvoir des syndicats et donc leur crédibilité. Malgré tout, le taux de syndicalisation en Allemagne reste très supérieur à celui du reste de l'Europe occidentale.

*En Allemagne de l'Ouest, le SPD peut mettre en oeuvre son programme social-démocrate avec un certain succès. Cependant, la crise économique des années 70 remet en cause ce programme. Que se passe-t-il au même moment de l'autre côté de l'Allemagne, en RDA ?*

## **B. En RDA, La mise en oeuvre du communisme**

Dès fin de la guerre, les Soviétiques poussent les anciens membres du KPD à prendre le pouvoir. avril 1946, fusion sociaux-démocrates + communistes = Parti Socialiste Unifié (SED - *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*) construit selon le modèle du Parti Communiste Soviétique.

Capitalisme rapidement supprimé (45-47): expropriation des terres et étatisation des entreprises (//ment dénazification).

1949 : création de la RDA → le SED devient le seul parti en RDA afin de construire le « socialisme réel », reprenant l'héritage de la gauche communiste allemande et le modèle soviétique. Un semblant de démocratie est maintenu : élections au suffrage universel, reconnaissance

des libertés fondamentales des individus (conscience, parole, réunion) ainsi que des droits sociaux (loisirs, construction, travail)

Mais réalité du pouvoir détenu par le SED qui noyautait l'appareil d'Etat et fournissait au régime ses principaux cadres dirigeants

(Walter Ulbricht de 1950 à 1971, Erich Honecker de 1971 à 1989, à la fois secrétaire général du SED et président du Conseil d'Etat).

Le parti unique organise un contrôle totalitaire sur la population grâce à des organisations de masse encadrant la société : jeunesse libre allemande (FDJ - *Freie Deutsche Jugend*), confédération des femmes allemandes, société d'amitié avec l'Union soviétique...

Ces organisations offrent au SED le monopole de la scolarisation, de la politique culturelle, des vacances... Les syndicats organisés par branches industrielles sont rassemblés dans la Fédération Libre des Syndicats Allemands (FDGB - *Freie Deutsche Gewerkschaftsbund*) soumise au SED. La FDGB vise moins à défendre les droits des travailleurs qu'à stimuler la productivité et à éviter les revendications salariales (droit de grève supprimé en 1961). La population est surveillée de près par la STASI, créée en 1950 et forte de 90 000 fonctionnaires et de 170 000 informateurs, qui réprime toute opposition.

Cependant, la domination du SED n'est pas sans provoquer certaines oppositions.

Tout d'abord, en juin 1953, l'augmentation des cadences imposée par Moscou sans augmentation de salaire provoque le soulèvement des ouvriers, dans le contexte de la mort de Staline. Les travailleurs réclament la démocratie dans les entreprises, l'organisation d'élections libres et la réunification de l'Allemagne. Avec l'aide des chars soviétiques, le SED écrase ce soulèvement.

Par la suite, les Allemands de l'Est « votent avec leurs pieds » en fuyant vers l'Europe de l'Ouest (3 millions entre 1947 et 1961), ce à quoi le SED répond en édifiant le mur de Berlin en 1961. Les résultats économiques médiocres à partir des années 70 et le développement des inégalités entre la majorité de la population et les cadres du parti renforcent la contestation du régime. Cette dernière s'accroît avec les réformes entreprises par Gorbatchev en URSS à partir de 1986 car le SED s'oppose à toute évolution qui risquerait de déstabiliser le régime. A l'automne 1989, des manifestations conduisent à la chute du régime, symbolisée par la destruction du mur de Berlin le 9 novembre.

*En RDA, le mouvement ouvrier est mis au service du régime communiste, mettant de côté la justice et le progrès social. Cependant, ce choix conduit à l'effondrement du régime communiste puis à l'unification de l'Allemagne, sous domination occidentale.*

### C. Le mouvement ouvrier après la réunification.

Chute du communisme en RDA → élections libres organisées à l'Est (18 mars 1990) = victoire d'une coalition de trois partis : Chrétiens démocrates 48%, SPD 21,8% des voix et Parti du Socialisme Démocratique (PDS - *Partei des Demokratischen Sozialismus*) qui remplace le SED 16,3%.

Dans le même temps, le FDGB communiste s'autodissout et ses membres rejoignent la DGB, liée au SPD.

1990 à 1998, SPD dans l'opposition → modifie son discours social-démocrate en acceptant la privatisation de l'économie et en développant de nouveaux thèmes autour du droit des femmes ou de l'environnement = coalition avec les Ecologistes → SPD retrouve le pouvoir, en

1998.

Le gouvernement SPD de Gerhard Schröder vote des lois écologiques et sociales mais doit faire face à la nécessité de lutter contre le chômage et contre les effets négatifs de la mondialisation. Il décide alors, en 2005, de renforcer la compétitivité de l'économie allemande au dépend de son modèle social. Ce programme de réformes libérales, connu sous le nom d'Agenda 2010 ou lois Hartz, du nom de Peter Harz président de la commission des réformes, libéralise les conditions de travail et réduit les dépenses sociales (réforme des retraites, remise en cause de l'État providence notamment pour l'assurance maladie...).

Cette politique provoque une forte opposition de la part des syndicats et d'une partie du SPD qui lui reproche de renier la social-démocratie. A l'opposé, la droite salue les mesures prises par le gouvernement Schröder car elles ont renforcé la compétitivité de l'économie allemande. Cela montre à la fois un effacement du clivage droite-gauche mais aussi une crise idéologique au sein de SPD qui se manifeste par une multiplication des partis à la gauche du SPD. En 2005, des militants déçus du SPD et des syndicalistes fondent l'Alternative Electorale Travail et Justice Sociale (WASG - *Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit*). Dans le même temps, le PDS, héritier du SED, change de nom et devient le Parti de Gauche (*Linkpartei*). En 2007, WASG et le *Linkpartei* fusionne pour former La Gauche (*Die Linke*), un mouvement antilibéral proche des communistes. Aux élections de 2009, *Die Linke* obtient 12% des voix contre 23% pour le SPD.

Après la réunification allemande, la situation de la DGB est difficile. L'économie post-industrielle qui se met en place, l'essor des classes moyennes, l'apparition de nouvelles préoccupations non liées au travail et le recul de l'idéal de solidarité réduisent le recrutement de la Confédération syndicale : elle passe de 12 millions d'adhérents en 1991 à 7 millions en 2004. S'ajoute à cela la politique menée par le SPD, entre 1998 et 2005, dont elle est proche, et qui provoque de nombreuses grèves organisées pour protester contre la perte des acquis sociaux. Cependant, le syndicalisme allemand reste puissant par rapport aux autres syndicalismes européens.

### *Conclusion*

*De 1875 à nos jours, le mouvement ouvrier allemand va s'organiser au gré des évènements politiques que connaît le pays. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, apparaissent les premiers partis et syndicats ouvriers cherchant à améliorer la vie des prolétaires dans un système libéral les exploitant. La Première Guerre mondiale va provoquer une scission entre deux courants ouvriers : d'un côté les réformateurs ou socialistes, de l'autre les révolutionnaires ou communistes. Ces deux mouvements s'opposent pour obtenir le soutien des ouvriers. Le contrôle nazi puis la Seconde Guerre mondiale affaiblissent le mouvement ouvrier et encouragent un rapprochement entre les deux tendances mais la guerre froide, qui lui succède, impose une rupture forte dans le mouvement ouvrier. Il faut attendre la fin de la RDA pour assister à une réorganisation du mouvement ouvrier autour d'un pôle socialiste majoritaire et d'un pôle plus radical mais minoritaire. Cette évolution est assez similaire dans le reste de l'Europe à la même période.*

*Avec recul de l'industrie, en Europe, l'influence des syndicats et des partis ouvriers a fortement reculé. Sur quelles valeurs et sur quel projet ces mouvements s'appuient-ils aujourd'hui pour conserver un rôle politique et social ?*

